



ECVC avertit que l'accord commercial entre l'UE et l'Australie menace la souveraineté alimentaire européenne

Alors que les agriculteurs de l'UE font face à une pression économique croissante et que l'instabilité géopolitique s'intensifie, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le commissaire au Commerce, Maroš Šefčovič, sont arrivés en Australie afin de finaliser un accord commercial incluant des secteurs agricoles sensibles tels que le sucre, la viande bovine et ovine.

Cette initiative intervient à un moment critique : l'UE est confrontée aux répercussions de la guerre en Iran et à la crise persistante au Moyen-Orient, tandis que, dans l'ensemble des États membres, les inquiétudes augmentent face à la spéculation sur les prix de l'énergie et à son impact sur les coûts de production agricole.

Andoni García Arriola, membre du comité de coordination de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC), avertit que les négociations manquent une fois de plus de transparence, les quotas d'importation clés restant encore indéfinis. « Ce qui est clair, c'est que cette Commission européenne montre une fois de plus une profonde déconnexion avec le secteur agricole », explique García Arriola.

La Commission ignore systématiquement les conclusions du Dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE, publié en septembre 2024. Ce rapport – fruit d'un long processus pour atteindre un consensus entre les acteurs de l'ensemble de la chaîne alimentaire européenne – appelait explicitement à une réforme fondamentale de la politique commerciale de l'UE. Pourtant, au lieu de répondre à cet appel, la Commission semble poursuivre ses pratiques habituelles dans un contexte de turbulences croissantes.

« Utiliser l'agriculture comme monnaie d'échange dans des accords commerciaux multisectoriels est non seulement contraire aux recommandations du Dialogue stratégique, mais constitue également une offense directe envers les agriculteurs qui luttent pour gagner leur vie, ainsi qu'envers la souveraineté alimentaire européenne. Le niveau de menace pour l'Europe augmente avec les nombreuses crises géopolitiques, et la souveraineté alimentaire n'a jamais joué un rôle aussi important dans la sécurité des citoyens européens », poursuit García Arriola.

Pour ECVC, l'agriculture n'a pas sa place dans de tels accords. Les responsables commerciaux de l'UE doivent abandonner cette voie et concentrer leurs efforts sur une refonte radicale de la politique commerciale agricole européenne.

Contacts :

Morgan Ody - Comité de coordination de l'ECVC - +33 626 97 76 43 - EN, FR

Andoni García Arriola – Comité de coordination de l'ECVC – +34 636451569 – ES, EUS

Bureau de l'ECVC – press@eurovoia.org